

ACTION URGENTE

INDONÉSIE. UN MILITANT POLITIQUE VICTIME D'UNE TENTATIVE D'ENLÈVEMENT

Le 24 septembre, des hommes en civil ont tenté d'enlever le militant politique papou Agustinus Aud à son domicile de Sorong (province de Papouasie occidentale). Ce militant a organisé de nombreuses manifestations pacifiques contre les politiques menées par l'État indonésien en Papouasie.

Le 24 septembre vers 3 heures du matin, au moins 10 hommes en civil dont le visage était couvert d'un foulard et qui prétendaient être des policiers ont encerclé le domicile d'**Agustinus Aud**, porte-parole de la section de Sorong du Comité national de Papouasie occidentale (KNPB). Ils ont frappé à la porte et aux fenêtres, intimant l'ordre de sortir à Agustinus Aud. Certains d'entre eux ont brisé des vitres et Agustinus Aud a remarqué que deux étaient armés de fusils. Il a refusé de sortir et a pu téléphoner à des amis pour leur demander de venir immédiatement. Il pensait qu'il allait être enlevé puis tué comme Martinus Yohame, un autre membre de la section de Sorong du KNPB assassiné en août 2014.

À 4 heures du matin, six de ses amis se sont rendus chez lui et ont vu au moins 10 hommes armés de pistolets et de fusils près de la maison, ainsi qu'un minibus et trois motos. Dès leur arrivée, les hommes sont partis. Au cours des mois précédents, Agustinus Aud avait organisé de nombreuses conférences de presse et manifestations pacifiques afin que le Mouvement de libération uni pour la Papouasie occidentale (ULMWP), un groupe d'organisations papoues en faveur de l'indépendance, devienne un membre à part entière du Groupe mélanésien Fer de lance (GMFL), une organisation intergouvernementale sous-régionale du Pacifique. Par ailleurs, il a soulevé la question des nombreuses violations des droits humains commises par les forces de sécurité en Papouasie.

La tentative d'enlèvement d'Agustinus Aud illustre les dangers auxquels sont confrontés les militants politiques dans la région indonésienne de Papouasie et l'impunité dont jouissent les agents des forces de sécurité qui violent les droits humains.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en bahasa indonesia ou dans votre propre langue :

- exhortez l'État indonésien et les autorités locales de Papouasie à prendre immédiatement des mesures efficaces pour garantir la sécurité et le bien-être d'Agustinus Aud, dans le respect de ses souhaits ;
- engagez les autorités à diligenter une enquête approfondie et impartiale sur la tentative d'enlèvement et les autres menaces pesant sur cet homme, à en rendre les conclusions publiques et à déférer à la justice les responsables présumés de ces agissements conformément aux normes d'équité des procès ;
- priez-les instamment de veiller à ce que la population de Papouasie puisse exprimer librement ses idées et ses opinions sans craindre d'être victime de sanctions, de représailles ni de manœuvres d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 8 NOVEMBRE 2016 À :

Directeur de la police nationale

General Tito Karnavian
National Police Headquarters
Jl. Trunojoyo No. 3, Kebayoran Baru
Jakarta Selatan 12110
Indonésie
Fax : +62 (0)21 7200 669 / 721 8741

Courriel : mabes@polri.go.id

Formule d'appel : *Dear Major General,*
/ Monsieur,

Directeur de cabinet du président (KSP)

Mr. Teten Masduki
Gedung Bina Graha
Jl. Veteran No. 16
Jakarta Pusat 10110
Indonésie
Fax : +62 (0)21 345 0009

Courriel : webmaster@ksp.go.id

Copies à :

Président de la Commission nationale
des droits humains (Komnas HAM)
Imdadun Rahmat
Jl. Latuharhary, No. 4B, Menteng
Jakarta Pusat 10310
Indonésie

Fax : +62 (0)21 392 9227

Courriel : info@kornasham.go.id

Twitter : @kornasham

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

INDONÉSIE. UN MILITANT POLITIQUE VICTIME D'UNE TENTATIVE D'ENLÈVEMENT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les droits aux libertés d'expression et de réunion pacifique sont inscrits dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel l'Indonésie est partie, ainsi que dans la Constitution indonésienne et dans le droit national. Certaines lois sont cependant régulièrement utilisées par les autorités pour ériger des activités politiques non violentes en infraction et pour détenir des personnes ayant simplement exercé de manière pacifique leurs droits aux libertés d'expression, d'opinion, de réunion pacifique, de conscience et de religion.

Des dizaines de militants politiques pacifiques, notamment des membres du KNPB, sont actuellement détenus dans la région de Papouasie (provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale). Certains ont été condamnés à des peines de 20 ans d'emprisonnement pour avoir organisé des activités ou des manifestations politiques non violentes, pour y avoir assisté ou participé, ou pour possession ou déploiement du drapeau de l'« Étoile du matin », emblème interdit de l'indépendance papoue. Un grand nombre des personnes arrêtées ont été accusées de « rébellion » (*makar*) en vertu des articles 106 et 110 (atteintes à la sûreté de l'État) du Code pénal indonésien.

En avril 2016, Steven Itlay, responsable de la section de Timika du KNPB, a été inculpé de « rébellion » ; il encourt la réclusion à perpétuité (voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa21/3797/2016/fr/>). En juillet 2016, deux autres militants politiques papous de Timika, Yanto Awerkion et Sem Ukago, ont été inculpés de « rébellion » ; ils encourt aussi la réclusion à perpétuité.

Amnesty International a recueilli des informations sur un recours excessif à la force, aux armes à feu, ainsi qu'à la torture et autres mauvais traitements à l'encontre de militants politiques, entre autres, accusés d'avoir des liens avec des groupes pro-indépendance. Il est rare que les auteurs de ces actes soient amenés à rendre des comptes, et les membres des forces de sécurité concernés reçoivent tout au plus des sanctions disciplinaires. Pour plus d'informations sur cette question, voir les documents d'Amnesty International disponibles aux adresses <https://www.amnesty.org/en/documents/asa21/3010/2015/en/> (en anglais) et <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa21/1932/2015/fr/>.

Le 26 août 2014, Martinus Yohame, responsable de la section de Sorong du KNPB, a été retrouvé mort ; son corps, enfermé dans un sac, flottait près de l'île de Nana (Sorong, province de Papouasie occidentale) et présentait plusieurs blessures, notamment un impact de balle à la poitrine (voir le document en anglais à l'adresse <https://www.amnesty.org/en/documents/asa21/022/2014/en/>). Il avait disparu le 20 août, alors que le président Susilo Bambang Yudhoyono devait se rendre dans la province de Papouasie occidentale pour assister à une manifestation nautique le 23 août, et un autre militant politique avait été placé en détention arbitrairement au même moment. Le KNPB avait, semble-t-il, prévu d'organiser des manifestations à Sorong à l'occasion de la visite du président et de hisser le drapeau indépendantiste de la Papouasie, l'« Étoile du matin ».

Le Mouvement de libération uni pour la Papouasie occidentale (ULMWP), créé en décembre 2014, regroupe différents mouvements indépendantistes papous. Le Groupe mélanésien Fer de lance est une organisation intergouvernementale à caractère politique fondée en 1983 et composée de quatre États mélanésiens (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon et Vanuatu) et du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) de Nouvelle-Calédonie. L'Indonésie en est un membre associé et l'ULMWP, un membre observateur.

Amnesty International ne prend pas position sur le statut politique des provinces d'Indonésie, ni sur les appels à l'indépendance. L'organisation estime toutefois que le droit à la liberté d'expression comprend le droit de prôner pacifiquement le recours aux référendums, l'indépendance ou d'autres solutions politiques.

Nom : Agustinus Aud
Homme

AU 218/16, ASA 21/4893/2016, 27 septembre 2016

